EU 33 15 2-3

FP/SD

E (1er juin)

DIRECTION D'EUROPE

NOTE

A.s. Réactions suscitées à l'étranger par le Plan Schuman.-

La proposition faite le 9 mai par le Gouvernement français de "placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe" a suscité à l'étranger des réactions dont l'ampleur s'explique à la fois par l'effet de surprise qu'a provoqué sa publication à la veille des conférences de Londres et par les conséquences politiques et économiques que sa mise en oeuvre est de nature à entraîner, aussi bien sur le plan européen et atlantique, qu'à l'intérieur des principaux états intéressés.

.../.

© Archives Diplomatique (EU Europe, 1949-1955, Généralités) (Paris (La Courneuve)) inv.nr. 111
http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/doc/L00489

Au moment où vont s'engager officiellement, à l'initiative de la France, des négociations destinées à étudier de façon détaillée les diverses implications du Plan français et à jeter les bases de sa réalisation, il n'est pas sans intérêt d'analyser les réactions qu'il a jusqu'à maintenant provoquées en Europe et aux Etats-Unis, dans la mesure où une telle analyse peut permettre d'apprécier avec plus d'exactitude, non seulement l'accueil réservé à ce plan par l'opinion publique des différents pays intéressés, mais aussi certaines des préoccupations qui orienteront la position des Gouvernements au cours de ces négociations.

L'opinion publique à l'étranger s'est montrée dans l'ensemble très favorable au Plan français. Les principaux journaux lui ont consacré, au lendemain même de sa publication de longs articles présentés parfois sous des titres sensationnels, insistant sur son caractère à la fois inattendu et constructif - Les milieux responsables ont, eux aussi, manifesté un très vif intérêt à l'égard des propositions françaises mais leurs réactions ont été plus nuancées.

La mise en oeuvre du Plan Schuman pose en effet de multiples problèmes économiques, politiques et sociaux sur lesquels les Gouvernements, les industriels, les leaders de partis et de syndicats n'ont pu prendre une position de principe qu'après des études plus approfondies: les pays producteurs de charbon et

.../.

d'acier ne peuvent s'engager, sans de sérieuses réserves, à confier à une Haute Autorité superétatique la responsabilité de gérer la production et la distribution de ces produits-clés. Les pays importateurs craignent la constitution d'un vaste cartel qui maintiendrait des prix élevés en supprimant la concurrence. Les milieux industriels se montrent en général assez inquiets devant la perspective éventuelle d'une planification autoritaire à l'échelle des gouvernements. Quant aux milieux syndicalistes, ils voudraient obtenir des assurances sur la participation de leurs représentants dans les organismes communs de gestion, qu'ils redoutent de voir dominés exclusivement par les intérêts patronaux.

Sur le plan politique, la mise en oeuvre du projet Schuman suppose de la part des états qui en auront accepté les principes fondamentaux, des abandons de souveraineté auxquels la plupart d'entre eux se sont jusqu'à maintenant refusés, tant à l'O.E.C.E. qu'au Conseil de l'Europe. Comment serait assurée la représentation des intérêts nationaux au sein de la Haute Autorité commune ? Comment seraient élaborées ses décisions ? De Quels recours pourraient disposer les états ? Autant de questions qui préoccupent les milieux politiques responsables. - En outre la portée européenne du Plan Schuman conduit chacun des pays intéressés à prendre position sur la méthode d'intégration qu'il préconise et sur les conséquences qu'il comporte quant au statut de l'Allemagne et à sa situation en Europe. Par ailleurs,

.../.

certains d'entre eux, déjà engagés dans la voie d'unions douanières régionales, s'inquiètent des conséquendes éventuelles de son application sur le développement des projets antérieurement mis au point.

Enfin la plupart des pays d'Europe occidentale sont signataires du Pacte Atlantique. Le Plan français ayant été rendu public en un moment où de divers côtés des voix autorisées se faisaient entendre qui préconisaient le renforcement de la communauté atlantique dans le sens d'une intégration économique et même politique plus accentuée, afin que le monde libre, contraint de s'installer dans la guerre froide fût en mesure de mieux coordonner ses efforts pour en sortir vainqueur, la question se posait de savoir si le plan français ne va pas à l'encontre d'une telle orientation.

Les conséquences sociales éventuelles du Plan Schuman font également l'objet de préoccupations diverses: l'égalisation prévue des conditions de production risque de modifier, dans certains pays, le niveau de vie des ouvriers mineurs et sidérurgistes. Par ailleurs, il est permis de penser que la Haute Autorité commune sera vraisemblablement amenée à imposer la fermeture de certaines installations industrielles non rentables, ce qui entraînerait des transferts importants de main d'oeuvre. Elle pourra aussi pratiquer une politique d'investissements orientée selon des critères de productivité et non de plein emploi, ce que redoutent particulièrement les syndicats ouvriers

.../.

.
. .

On conçoit aisément, dans ces conditions, que les réactions suscitées à l'étranger par le Plan Schuman telles qu'elles apparaissent à travers la presse, les déclarations publiques et les communiqués de conférences, présentent un caractère d'extrême diversité.

Il convient, semble-t-il, de les analyser selon leur origine géographique car les réactions de chacun des pays intéressés ont un caractère très particulier alors même que certaines inquiétudes ou certains espoirs qu'elles expriment sont également partagés par d'autres pays voisins.

Si l'on excepte l'U.R.S.S. et les pays satellites, systématiquement hostiles, c'est en Europe occidentale et aux Etats-Unis que le projet français a évidemment provoqué le plus vif intérêt (1).

La proposition française a suscité en U.R.S.S. et dans les pays satellites des réactions d'inquiétude devant la perspective d'un renforcement éventuel du front occidental sur le triple plan politique, économique et stratégique. L'appareil mondial de propagande orchestré par le Kremlin s'en est

---

(1) Même le St-Siège, d'ordinaire si réservé quand il s'agit d'apprécier les initiatives des gouvernements en matière de politique internationale, a chaleureusement approuvé "le dynamisme du Plan Schuman" dans un article officieux publié sous ce titre, le 14 mai dans l'"Osservatore Romano".

.../.

immédiatement emparé pour dénoncer la transformation de la France en satellite d'une Allemagne occidentale dirigée par les trusts américains et utilisée par eux pour préparer l'agression anti-soviétique, dans le cadre de la diplomatie totale. Dès le 11 mai, le corréspondant à Paris de la "Pravda" soulignait les contradictions internes qu'une telle proposition faisait apparaître au sein du camp occidental, insistant notamment sur la pointe anti-anglaise qu'il y reconnaissait. Parallèlement la presse allemande sous licence soviétique en appelait au nationalisme allemand pour s'opposer à l'intégration de la Ruhr dans un Konzern géant dominé par l'étranger, avec la complicité du Gouvernement de Bonn.

L'étude des réactions suscitées en Europe occidentale pourrait être limitée, semble-t-il, aux trois principaux producteurs de charbon et d'acier, directement intéressés par tous les problèmes que pose le projet français: l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux. Il convient toutefois de ne pas passer sous silence le retentissement considérable du Plan Schuman en Italie:

A la suite du Comte Sforza, les cercles gouvernementaux italiens ont tout d'abord accueilli très favorablement le projet français, animé, soulignaient-ils, d'un véritable esprit européen et destiné à assurer l'intégration définitive de l'Allemagne dans l'Europe occidentale. L'opinion italienne n'a pas tardé cependant à manifester quelques appréhensions, inspirées notamment par les milieux politiques et industriels de l'Italie du Nord: pendant longtemps, l'Italie avait bénéficié du refus de la

.../

France à envisager un tête à tête franco-allemand car elle pouvait pratiquer, de la sorte, entre Paris et Bonn un jeu de bascule très profitable à la sauvegarde de ses intérêts. Cette situation semble maintenant dépassée. La France a repris l'initiative en Europe et l'influence italienne au sein des organismes de gestion du pool envisagé sera sans doute à la mesure du faible volume de sa production charbonnière et sidérurgique. Le projet d'union douanière franco-italienne risque d'être relégué désormais au second plan (1). - D'autre part, les industriels italiens, utilisateurs d'aciers étrangers, tout en reconnaissant l'intérêt que présenterait en pour eux un approvisionnement régulier en matières premières et l'élimination des systèmes de doubles prix actuellement pratiqués par les pays producteurs, craignent que le projet Schuman n'aboutisse en fait à la constitution d'un vaste cartel franco-allemand qui imposerait des prix élevés, ce qui entraînerait pour les industries de transformation italiennes un accroissement de leurs prix de revient très préjudiciable à leur expansion commerciale.

C'est en Allemagne que le Plan Schuman a provoqué la sensation la plus vive et suscité les commentaires les plus abo

---

(1) Il est vrai qu'on en tire au contraire argument, au Palais Chigi, pour estimer plus souhaitable encore qu'auparavant la constitution rapide, face au potentiel allemand, d'un groupemen des intérêts économiques franco-italiens.

.../.

dants. Dans une atmosphère saturée de pessimisme et d'irritation à l'égard des Alliés, en particulier de la France, à la suite des récents développements de l'affaire sarroise, la proposition française a soulevé dans l'opinion publique et dans les cercles gouvernementaux de Bonn une vague d'enthousiasme non encore apaisée.

Cependant cet enthousiasme n'est pas tellement démesuré qu'il ne laisse apparaître les réactions "fondamentales" de l'Allemagne d'aujourd'hui:

- désir d'exploiter sur le plan politique la constatation que c'est tout d'abord à l'Allemagne que s'adresse la France pour lui proposer la fusion des charbonnages et des aciéries des deux pays, en vue de constituer les bases d'une future fédération européenne;

- insistance à ne retenir parmi les conditions générales envisagées que la "Gleichberechtigung" interprêtée par l'opinion allemande comme signifiant essentiellement la disparition progressive de l'Autorité Internationale de la Ruhr et la possibilité pour l'Allemagne de produire de l'acier au-delà de l'actuel plafond de 11 millions de tonnes;

- tendance à considérer que la question de la Sarre pourrait ainsi perdre de son acuité et recevoir ultérieurement une solution plus conforme au point de vue allemand puisque l'intégration de la production charbonnière et sidérurgique sarroise dans le pool envisagé assurerait à la France des avantages économiques

.../.

équivalents à ceux dont elle bénéficie actuellement :

- vive satisfaction devant les perspectives qu'ouvrent à l'industrie allemande fortement armée contre ses concurrents, la proposition de l'associer à la mise en valeur de l'Afrique.

Telle est la toile de fond sur laquelle se détachent les réactions propres à tel ou tel milieu particulier : les cercles gouvernementaux ont immédiatement utilisé la proposition française à des fins de politique intérieure. Ils y ont vu la justification de la position adoptée par le Chancelier Adenauer au cours de ces derniers mois en faveur d'une union franco-allemande. Ils ont immédiatement marqué leur décision de faire de la négociation avec la France une affaire de partis et de retirer/au S.P.D. tout bénéfice ~~tout bénéfice de succès~~. Le Chef du Gouvernement de Bonn, impatient de s'affranchir de la tutelle des Hauts Commissaires attend de cette négociation l'occasion de traiter enfin directement sur un pied d'égalité avec ses pairs, les Chefs d'Etats voisins, ce qui lui permettrait d'argumenter efficacement contre la surenchère nationaliste du S.P.D. et de légitimer ainsi la décision qu'il a prise de proposer au Bundestag la participation de l'Allemagne au Conseil de l'Europe.

Les milieux industriels se sont montrés beaucoup plus réservés. Leurs préférences vont en effet à un cartel d'intérêt privés analogue à l'ancien cartel de l'acier mis sur pied avant la guerre. Leurs réserves sont d'ailleurs en partie différentes selon qu'il s'agit des fidei-commissaires, gérants provisoires des sociétés issues de la décartellisation, ou des ex-propri-

.../.

taires, porte-parole des anciens Konzerne rhéno-westphaliens. Les uns et les autres appréhendent la fusion de leurs entreprises qui ont souffert à la fois des démontages et de l'absence d'investissements avec une industrie française reconstruite et modernisée à l'aide de crédits américains. Ils voudraient aussi obtenir l'assurance que la répartition éventuelle des quotas d'acier entre la France et l'Allemagne s'effectuera sur la base des capacités réelles et non du volume respectif de production afin de préserver à long terme l'industrie allemande des conséquences résultant pour elle des limitations qui lui sont maintenant imposées. Les anciens propriétaires qui espéraient qu'une solution du problème de la propriété des mines et des aciéries allait intervenir prochainement, dans un sens favorable à leurs intérêts , redoutent qu'une mise en oeuvre prématurée du Plan Schuman ne cristallise la situation actuelle et ne favorise au contraire l'intervention de l'Etat et des syndicats dans la gestion des entreprises actuellement sous séquestre.

Les réactions du Dr Schumacher et des milieux de l'opposition ont été fort décevantes : le leader du S.P.D. a refusé d'apprécier le plan français selon d'autres critères que son nationalisme exacerbé, son hostilité personnelle vis à vis du Dr Adenauer et sa défiance maladive à l'égard d'une prétendue volonté d'hégémonie française en Europe. Sans doute, de nombreux sociaux-démocrates allemands moins intransigeants que leur fougueux leader ont-ils accueilli favorablement le Plan Schuman, mais la plupart d'entre eux craignent que sa mise en oeuvre n'aboutisse à la création d'une "société anonyme européenne" et ne

.../.

constitue un obstacle définitif à la nationalisation des houillères et de la sidérurgie ainsi qu'à la participation ouvrière à la gestion des entreprises (1).

Il convient aussi d'ajouter que les réticences des Travaillistes anglais et surtout les manoeuvres déployées par le Gouvernement de Bonn pour écarter le S.P.D. des entretiens préliminaires n'ont pas contribué à créer au sein de ce parti un climat très favorable au Plan français.

Les réactions de la Social démocratie allemande ont toutefois récemment évolué dans un sens plus constructif. Le Dr Schumacher vient en effet de déclarer au Congrès de Hambourg que le S.P.D. accetait le Plan Schuman en tant que proposition politique destinée à favoriser un véritable accord européen. Il est enfin permis de penser qu'une fois l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe acceptée par le Bundestag, le S.P.D. sera plus libre pour modifier son attitude actuelle vis-à-vis du Plan Schuman et pour en étudier objectivement les modalités de réalisation.

---

(1) Les décisions à intervenir sur le régime de propriété et de gestion de ces entreprises dépendent,en effet, du Gouvernement fédéral et du Bundestag. Cette question suscite actuellement entre les deux grands partis allemands d'ardentes polémiques dans lesquelles l'aile gauche de la C.D.U. n'est pas très éloignée du S.P.D. .

.../.

De même qu'en Allemagne, et plus nettement encore, la plupart des réactions suscitées en Grande-Bretagne par le projet Schuman participent des tendances profondes de la nation, en dehors des considérations propres à tel ou tel milieu, à tel ou tel parti.

Les conditions mêmes dans lesquelles le projet français a été rendu public, à la veille des entretiens des trois Ministres des Affaires Etrangères, après avoir été élaboré sans consultation préalable avec le Cabinet britannique, ont provoqué à Londres un sentiment de malaise et presque de stupéfaction. Le tempérament britannique a immédiatement réagi dans le sens d'une méfiance instinctive à l'égard d'un nouveau plan conçu par les théoriciens du Continent et dont la mise en oeuvre impliquerait, de la part de la Grande-Bretagne, des abandons de souveraineté auxquels elle répugne d'autant plus qu'ils s'appliqueraient, en la circonstance, à des activités qui constituent les bases mêmes de sa vie économique. Le malaise britannique provient, non seulement d'une réaction d'amour-propre bàssé, ma i aussi du fait que la Grande-Bretagne se trouve placée, par l'initiative française, devant un choix qu'elle avait pu jusqu'à maintenant éluder. Entretenant avec l'ensemble du Commonwealth des rapports particuliers, désireuse de jouer au sein de la communauté atlantique un rôle de premier plan immédiatement à la suite des Etats-Unis, soucieuse néanmoins de participer aux

.../.

efforts de coordination entrepris en Europe, sans pour autant favoriser leur développement économique et politique par crainte d'avoir à lier son sort à celui du Continent, la Grande-Bretagne veut réserver à sa diplomatie un clavier étendu d'intérêts et de possibilités dont elle entend jouer en toute liberté. L'idée d'une fédération européenne était donc jusque-là considérée par les milieux anglais responsables comme un rêve abstrait et dangereux dont ils retenaient seulement l'aspect stratégique. C'est pourquoi le Plan français leur apparaît comme une menace directe à l'indépendance de la Grande-Bretagne et à l'autonomie de ses décisions.

A ces réserves d'ordre général viennent s'ajouter, du côté travailliste, des préoccupations d'idéologies et de méthodes. Obstinément fidèle à sa politique du plein emploi, le Gouvernement travailliste entend conserver la faculté d'accroître les investissements dans l'industrie sidérurgique si cette mesure s'avère un jour nécessaire pour atténuer le chômage. Il craint aussi que la Haute Autorité commune ne soit dominée par les intérêts des maîtres de forges français et allemands et que ces méthodes de gestion, inspirées du libéralisme économique, ne fassent éclater les cadres de la planification socialiste, si l'industrie britannique se trouve associée aux industries du Continent. Il redoute enfin que l'égalisation prévue des conditions de la production ne s'applique au détriment des avantages sociaux dont bénéficient l'ouvrier anglais.

Il convient de souligner cependant que l'opinion travail-

.../.

liste a évolué dans un sens nettement plus favorable au cours des semaines qui ont suivi la publication du Plan français. Certains ont reconnu qu'il constitue une tentative d'intégration "fonctionnelle" capable de prévenir efficacement le développement menaçant d'une concurrence anarchique avec l'industrie allemande renaissante. D'autres inclinent à penser que la Haute Autorité pourrait fonctionner avec assez de souplesse pour que le contrôle en commun des industries-clés de l'Europe occidentale ne soit pas incompatible avec la co-existence de systèmes économiques différents. D'autres enfin sont séduits par le caractère constructif d'un projet capable de dégager l'Europe des perspectives purement négatives de la guerre froide. Tous, comme l'a déclaré M. Attlee aux Communes approuvent avec sympathie l'initiative française pour mettre fin à la rivalité traditionnelle entre la France et l'Allemagne.

C'est aussi cet aspect du problème qui est à l'origine de l'approbation de principe accordée au projet français par les Conservateurs.(1) Ils y voient notamment la justification des idées qu'avait exposées M. Churchill dans son fameux discours de Zurich en septembre 1946. Toutefois, ils demeurent très préoccupés par les incidences qu'une accession éventuelle de la Grande-Bretagne au pool envisagé pourrait entraîner sur la stabilité de la zone sterling et sur les rapports avec le Commonwealth. Il est certain que à cet ~~accord~~ égard leur choix est déjà fait.

(1) à l'exception de Lord Beaverbrook.

.../.

Comme les Travaillistes, ils reconnaissent l'intérêt du Plan français, mais aussi la nécessité de ne prendre position à son sujet qu'après un examen minutieux de toutes ses conséquences.

Les réactions des milieux de la sidérurgie ont été nettement plus favorables que celles des milieux politiques. Menacée de nationalisation, l'industrie sidérurgique anglaise pourrait peut-être échapper à ce risque à la faveur de sa fusion éventuelle avec les industries privées du Continent. Comme ses prix de revient sont en général inférieurs à ceux des industries européennes concurrentes, elle ne craint pas d'avoir à les comprimer pour se trouver au départ dans une situation comparable. En outre, les industriels britanniques appréhendent la crise de surproduction d'acier qui s'annonce prochaine et ils espèrent que la constitution du pool envisagé aboutirait à une formule de contingentement qui lui serait favorable, compte tenu de sa capacité de production.

Sans doute l'approbation sans réserve des Libéraux ne suffira-t-elle pas à déterminer le Gouvernement de Londres à souscrire à des engagements de principe dont il ne peut encore apprécier la portée, mais il est vraisemblable que les réserves actuellement formulées par la Grande Bretagne n'empêcheront pas sa participation ultérieure à un puissant groupement économique continental qui, fonctionnant en dehors de sa présence, risquerait de menacer ses intérêts.

Le Plan Schuman a reçu dans les pays du Benelux un ac-

.../.

cueil de principe très favorable mais également nuancé, surtout en Hollande, de très sérieuses réserves. Les milieux politiques belges ont souligné immédiatement la portée européenne du Plan français. Les milieux d'affaires, plus réservés vis-à vis de ses aspects spectaculaires, se sont montrés avant tout désireux d'évaluer les bénéfices ou les pertes qu'ils peuvent en attendre. En outre, les milieux dirigeants de l'industrie charbonnière, placés devant l'éventualité d'une baisse de leurs prix de revient, redoutent les difficultés économiques et sociales d'une longue période d'adaptation (1). Ils craignent aussi la concurrence des houillères françaises et allemandes dont l'équipement est plus moderne et les prix de revient plus favorables.

De même, au Luxembourg, on est animé de la volonté de participer pleinement à la réalisation du projet français. Toutefois les milieux socialistes craignent qu'elle n'entraîne un abaissement du niveau de vie de l'ouvrier luxembourgeois actuellement le mieux payé d'Europe.

A La Haye, où, comme à Londres, le maintien du plein emploi et de la stabilité économique est considéré comme un dogme intangible, on observe avec attention les réactions britanniques. A cet égard, il est certain que la crainte de voir le projet français aboutir à la constitution d'un bloc continental

(1) Les bassins du Sud, fort mal équipés ayant des rendements très faibles, devront sans doute être fermés.

.../.

dont la Grande-Bretagne ne ferait pas partie retient les milieux responsables hollandais d'exprimer leur pleine satisfaction devant la portée concrète de ce projet notamment en ce qui concerne la situation de l'Allemagne en Europe.

Le retentissement du Plan Schuman auprès de l'opinion publique américaine a été d'une ampleur considérable. Les grands journaux quotidiens, les cercles gouvernementaux et les principales personnalités politiques, aussi bien démocrates que républicains, ont accueilli très chaleureusement l'initiative de la France. Le Président Truman a d'ailleurs exprimé récemment son sentiment au cours d'une conférence de presse, insistant à la fois sur le caractère constructif du projet français et sur son opportunité. Les milieux responsables des Etats-Unis ont tout d'abord approuvé la portée politique du Plan français qui rejoint une des principales préoccupations de la diplomatie américaine: favoriser la constitution en Europe occidentale des groupements de force capables d'opposer, dans tous les domaines, un front ~~xxxxxx~~ solide à la pression de l'U.R.R.S. . L'intégration de l'Allemagne dans ce groupement européen n'a cessé d'apparaître à Washington comme une condition du succès. Dans la perspective américaine, la mise en oeuvre du Plan français permettrait de résoudre un certain

.../.

nombre de problèmes qui menacent l'unité de l'Europe occidentale et favorisent les manoeuvres soviétiques. Désormais la formule envisagée de coopération franco-allemande peut accélérer l'accession de l'Allemagne à la pleine souveraineté et permettre la conciliation des intérêts opposés qui s'affrontaient jusque-là, à propos de la Sarre en particulier. En outre, l'éventuelle participation de la sidérurgie allemande à l'équipement de l'Afrique ouvrirait à celle-ci des débouchés en rapport avec sa capacité réelle de production et permettrait ainsi d'élever en Allemagne le niveau de l'emploi et donc de contribuer à sa stabilité économique et sociale.

Bien que cet ensemble d'éléments n'ait cessé d'entretenir des commentaires très favorables au projet français, certaines questions ont été formulées dès les premiers jours par les milieux économiques et par les techniciens de l'M.C.A. . Elles ont trait essentiellement à la véritable nature de l'organisation projetée, et en particulier à ses ressemblances éventuelles avec un cartel caractérisé par le contingentement des productions, le maintien artificiel des prix et la répartition des marchés. Ces réserves n'ont pas fait depuis lors de progrès appréciables en raison notamment des apaisements fournis aux autorités américaines par notre Ambassadeur à Washington. C'est d'ailleurs, sans aucun doute, pour y répondre que,

.../.

dans sa conférence de presse du 18 mai, le Président Truman a mis l'accent sur la nécessité d'assurer l'égalité d'accès de tous les pays d'Europe occidentale aux produits charbonniers et sidérurgiques et de garantir ultérieurement aux industries intéressées le bénéfice complet de la libre concurrence, une fois franchie la période de réadaptation.

Toutefois, ces préoccupations mineures ont rapidement disparu devant des inquiétudes plus graves suscitées aux Etats-Unis par certaines interprétations des mouvements provoqués par le projet Schuman dans l'opinion européenne et que reflètent, avec insistance, depuis le 23 mai, les commentaires des journaux quotidiens et les hebdomadaires. Ces interprétations,favorisées il est vrai par les déclarations renouvelées du Chancelier Adenauer et par certains articles parus dans les journaux français - "Le Monde" notamment - tendent à démontrer à l'opinion américaine que l'un des objectifs fondamentaux du Plan français consiste à donner à l'unité européenne une base économique solide afin de rendre à l'Europe occidentale, au sein de la communauté atlantique, une certaine autonomie, prélude à la poursuite ultérieure d'une politique de "troisième force" et même de neutralité. Selon ces commentateurs, alimentés, semble-t-il, en arguments par les milieux anglais de Washington, la réalisation du Plan Schuman aurait, dans l'esprit de ses promoteurs, la priorité sur l'organisation atlantique dont le caractère serait considéré

.../.

par eux comme purement négatif.

Ces craintes, pour vives qu'elles soient, ne paraissent cependant pas avoir ébranlé les espoirs placés dans le Plan Schuman par les Etats-Unis. Il en est toutefois résulté une évolution très certaine de l'opinion publique américaine dans un sens plus favorable aux préoccupations britanniques à l'égard du projet français. On serait en effet pleinement rassuré à Washington sur l'orientation atlantique de la fédération européenne envisagée si la Grande-Bretagne acceptait d'y participer. Il appartiendra au Département de définir, en temps utile, la position française sur ce point, auquel les milieux responsables américains, aussi bien que l'opinion publique, attachent un intérêt tout particulier.

∴

Ainsi une étude détaillée des réactions sucitées par le Plan Schuman conduit à cette conclusion que l'ampleur de l'intérêt qu'il a provoqué dans l'opinion publique à l'étranger correspond bien à l'étendue des problèmes que posera sa mise en oeuvre, tels qu'ils apparaissent dès maintenant à travers les commentaires des milieux responsables.

Un fait, en tout état de cause, est dès maintenant acquis. Le Plan Schuman s'inscrit très largement au

.../.

crédit du prestige français à l'étranger, où l'on considère que la diplomatie française a ainsi repris l'initiative en Europe. Sans doute les commentateurs ne se font-ils pas faute d'indiquer dans quelle mesure les données de ce projet coïncident avec les intérêts actuels de la France (1), mais ils en retiennent aussi la signification politique considérable qu'il comporte pour l'ensemble du monde libre: ils s'accordent en général pour estimer que la réalisation du Plan français permettra d'intégrer l'Allemagne de Bonn dans l'Europe Occidentale et d'assurer la permanence de cette situation par des moyens plus efficaces, à long terme, que le maintien des contrôles et des troupes d'occupation.

Ils soulignent, par ailleurs, que la création du pool envisagé, constituera la base concrète d'un regroupement des industries-clés européennes. La méthode fonctionnelle et institutionnelle utilisée à cette fin, pour le charbon et l'acier,

---

(1) Les "arrière pensées" économiques prêtées à la France sont en général les suivantes:

- réaliser partiellement l'un des objectifs du Plan Monnet qui constitue en un transfert, au bénéfice de la France, de la capacité sidérurgique excédentaire en Allemagne, cette dernière pouvant trouver sur le marché franco-sarrois le supplément d'acier nécessaire à ses industries de transformation. La suppression envisagée des droits de douane faciliterait ses exportations françaises;
- obtenir le coke de la Rhur au prix intérieur allemand; ce qui, compte tenu des perspectives d'égalisation des conditions générales de la production permettra à la sidérurgie française d'affronter éventuellement la concurrence allemande dans des conditions très favorables;
- parvenir, au stade des demis-produits, à une sorte de division du travail entre les deux pays, la France devait disposer en particulier de laminoirs modernes dont la capacité excédra très largement les besoins du marché français.

.../.

pourra servir dans d'autres circonstances: l'exemple du Benelux et celui de l'union douanière franco-italienne prouvent en effet à quelles difficultés peuvent se heurter les tentatives d'adapter l'un à l'autre des ensembles économiques différents par une série d'ajustements à intervenir dans le cadre traditionnel des souverainetés étatiques.

C'est en Allemagne que la proposition française a suscité le plus d'espoirs et rencontré l'accueil généralement le plus favorable. C'est en Angleterre qu'elle a provoqué le plus d'inquiétudes et rencontré les plus sérieuses objections. En Belgique et en Italie, les milieux gouvernementaux et la majorité de l'opinion publique lui ont réservé un accueil plus nuancé, mais néanmoins nettement positif. La Hollande observe attentivement les réactions définitives du Gouvernement de Londres. Les pays scandinaves demeurent réservés. Quant aux Etats-Unis, ils semblent disposés à l'appuyer de tout leur poids, pour autant que leurs craintes d'y voir un effort de dissociation du front atlantique auront été apaisées.

Ces réactions, en ce qui concerne l'Europe, ne comportent à vrai dire, aucun élément de surprise. Elles constituent un assez fidèle reflet des contradictions dans lesquelles se débat l'Europe occidentale depuis de nombreuses années: rivalités économiques - oppositions idéologiques - antagonismes d'intérêts

.../.

nationaux - différences de tempéraments. Ces contradictions ne pourront être résolues sans des efforts exceptionnels d'imagination et sans une longue patience. Le Plan français ne suscite tant d'espoirs et de craintes que parce que sa portée politique et économique est de nature à orienter de façon décisive le destin d'une Europe à la recherche inquiète des bases de son unité.

Quant à la question de savoir si les tendances "neutralistes" que certains croient reconnaître à l'arrière-plan du projet Schuman, légitiment les inquiétudes suscitées aux Etats-Unis par une telle interprétation, il est prématuré, semble-t-il, d'en juger actuellement. L'intégration plus ou moins complète de l'Europe dans la communauté atlantique dépend en partie de facteurs qui échappent à la prévision. Le déséquilibre permanent de la balance-dollars et l'impérieux besoin de l'aide militaire des Etats-Unis constituent des réalités européennes, indépendantes de la mise en oeuvre du Plan Schuman.

Celle-ci rendra toutefois plus efficace la contribution de l'Europe à la défense et à la prospérité du monde libre. C'est là, semble-t-il, l'argument le plus propre à convaincre les Etats-Unis que ce Plan mérite, à tous les stades de sa réalisation, leur active sympathie./.